



#COMPTE-RENDU COMITÉ DE SUIVI EPAF COMITÉ DE SUIVI RÉSEAU DES DÉLÉGATIONS

#DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA CGT

Suite aux résultats du premier tour des élections présidentielles, Marine le Pen sera pour la deuxième fois opposée au président-candidat le 24 avril.

Le bilan catastrophique du président Macron pour les couches populaires, est aussi son meilleur atout. En effet, l'extrême-droite n'a jamais été aussi près d'atteindre la plus haute marche des institutions de la Vème république, car ce sont bien les politiques anti-sociales menées depuis des années qui alimentent le vote nationaliste et raciste en France.

Mais, il n'est pas trop tard pour dissiper ce cauchemar !

A ce gouvernement de répondre aux justes revendications des citoyens agents de l'état de ce ministère sur les salaires, les moyens et les effectifs pour le service public.

Le seul objectif de la CGT est le progrès social. Oui à l'égalité, la justice, la liberté, la fraternité, la paix, la démocratie, en conséquence nous disons non à l'extrême droite, aucun bulletin ne doit faire accéder Marine le Pen au pouvoir.

Concernant les sujets présentés aujourd'hui,

1 – COSUI EPAF

Un groupe de travail du CNAS s'est tenu sur Epaf il y a plus d'un an, lors de cette séance, vous avez annoncé votre décision de vendre la totalité des résidences de vacances. Nous, vous avons rappelé avec force notre attachement à l'association, à notre patrimoine et en conséquence, nous avons contesté vigoureusement cette décision.

En dépit de l'opposition de toutes les organisations syndicales, de manière unilatérale le Secrétariat Général est passé en force et a maintenu sa décision.

Cependant, grâce à la force de nos arguments, elle a été amendée et revue à la baisse.

En effet, à ce jour, vous avez mis en vente quatorze résidences, les cinq autres seront renouvelées avec le gain de la transaction.

Aujourd'hui, alors que la transaction n'est pas réalisée, vous nous présentez ce que vous nommez une «évolution» de l'offre de lieux de vacances pour les agents, pour la CGT il s'agit bien d'une régression. En effet, votre réforme se traduit par :

- >>> moins de résidences pour les agents,
- >>> moins de possibilités pour les retraités (les résidences des prestataires n'ont pas les mêmes possibilités d'ouverture hors saison),
- >>> moins de résidences en pension complète, alors que vous vous étiez engagés à proposer une offre identique aux personnels de ce ministère.

Le montant total de la vente évalué par la Direction Immobilière de l'Etat était alors situé entre 46M€ et 55M€ pour toutes les résidences, or dans le document présenté pour ce COSUI il est

question de 45M€ sans l'activité et de 32M€ avec l'activité ! Ceci veut dire qu'en un an nous avons déjà perdu 10M€.

Pourtant partout les prix de l'immobilier flambent empêchant nombre de personnes de se loger dignement.

Que cache ces chiffres, auriez vous gonflé artificiellement les prix il y a un an, pour mieux faire passer la pilule ? Ou s'agit-il d'une arnaque au profit de l'immobilier privé ? Ou comme nous l'avions anticipé il est difficile de vendre un tel patrimoine sans risquer de le brader au détriment de tous les agents ?

A ce rythme quid de la valeur des résidences si elles sont vendues dans les 5 ans ?

Pour notre part, nous ne sommes pas là pour brader le patrimoine de l'Etat, pas plus que pour jouer les marchands de tapis !

Les travaux engagés dans les résidences « restantes » sont pris sur la trésorerie de l'association alors qu'ils devraient être payés par l'Etat, nous vous demandons d'arrêter ce racket et d'honorer vos devoirs envers les agents !

Au vue de cette gabegie financière annoncée, la fédération des Finances CGT demande au Secrétariat Général de garder toutes les résidences et d'engager des travaux de rénovation pour offrir une offre de vacances de qualité aux agents. Les travaux que l'Etat n'a pas fait toutes ces dernières années, choisissant de laisser se dégrader les résidences, de pénaliser les agents du ministère a entraîné de surcroît une rupture conventionnelle collective, RCC, pour le personnel travaillant dans les résidences.

Cette situation a engendré beaucoup de risques psychosociaux pour tous les personnels travaillant à EPAF, c'est inadmissible. Pourtant, vous vous targuez de faire de la prévention en matière de santé au travail, si vous ne voulez pas que vos mots sonnent le vide et le creux changez de braquet et faites tout pour que les évolutions au sein de ce ministère ne se fassent pas sur le dos des personnels. Aujourd'hui, grâce à la pugnacité des personnels et de leurs représentants et aussi de la direction de l'association des accords avec les personnels concernés ont été trouvés. Nous suivrons leur parcours pour être certains que cela perdure dans le temps.

2 – COSUI Réseau des délégations

Comme le sujet précédent, lors du GT du 26 novembre dernier sur le réseau nous avons réaffirmé ce qu'était un réseau d'action sociale de qualité.

Nous ne sommes toujours pas convaincus du bien-fondé de créer un échelon régional supplémentaire avec un « super délégué » à sa tête.

Nous pensons que pour faire connaître les prestations d'action sociale et mieux communiquer il est impératif de recruter des délégués partout où il n'y en a plus et de renforcer partout où cela est nécessaire les équipes en manque de personnel, afin d'assurer une communication au plus près des agents.

En effet, la proximité est la meilleure alliée de l'action sociale. Ce n'est pas une strate supplémentaire ou toujours plus de numérique qui suffiront à pallier le manque d'information des agents.

En conséquence, la CGT rappelle avec force sa volonté de maintenir et d'améliorer l'action sociale. En ces temps troubles où la démocratie est fragilisée, il faut réorienter votre politique vers plus de social.

Il faut écouter véritablement les représentants élus des personnels, sinon le 24 avril il pourrait y avoir une catastrophe que nous ne souhaitons pas !

COMMUNIQUE

Suite à la réunion du Comité de Suivi sur Epaf « **Circulez il n'y a plus rien à voir** »

La fédération des Finances prend acte encore une fois que nous n'avons pas la même conception du dialogue social que le secrétariat général.

En effet :

- >>> les représentants du personnel ne sont pas écoutés puisque à chaque déclaration liminaire ou interventions en séance, le secrétariat général ne tient pas compte de nos propositions,
- >>> remises en cause de nos propos
- >>> absence de documents techniques sur par exemple les titres de propriété des résidences
- >>> absence de chiffrage sur la vente

En clair, 3H30 d'échanges qui n'ont servi à rien, sauf à s'écouter parler.

Nous constatons aujourd'hui que non seulement la vente d'une grande partie du patrimoine exploité par l'association Epaf va prendre beaucoup de temps mais qu'en plus la poursuite de l'activité, à savoir le tourisme social, ne pourra peut être pas se faire. Résultat moins de résidences pour les agents, des évaluations de ces résidences qui ne sont pas très pointues, des difficultés administratives complexes, et beaucoup d'énergie de part et d'autres pour un résultat pas très significatif.

Ceci est bien loin de l'affichage d'un ministère qui se veut exemplaire.

Certes les résidences restantes (4) vont être améliorées et « montées en gamme » mais avec les réserves que l'association a pu faire lors de la crise sanitaire, puisque encore une fois l'Etat ne met pas la main au porte-monnaie.

Si nous voulons que les personnels puissent partir en vacances il faut leur en donner les moyens et visiblement les réformes en cours ne le permettront pas.

Pour la fédération des Finances il s'agit bien là d'une remise en cause du droit aux vacances pour toutes et tous.

Les représentants en CNAS

Martine Danion, Christine Léveillé, Aurélien Quintana